



ASIE/PAKISTAN - Destruction d'une église en construction de la part d'extrémistes – maisons appartenant à des chrétiens en danger de démolition dans la capitale

Islamabad (Agence Fides) – Les chrétiens au Pakistan voient violer leur droit à disposer de lieux de cultes et même d'habitations. Ainsi que cela a été indiqué à Fides, les chrétiens du quartier identifié par le sigle Chak 3-4-L d'Okara, au Pendjab pakistanais, ont commencé la construction d'une église sur un terrain donné par un chrétien résidant dans la zone, Akber Masih. Ils ont procédé à la construction des murs de l'édifice et placé une croix devant la grille principale du petit chantier. Au cours de ces derniers jours, à peine aperçu le symbole chrétien, un groupe nourri d'extrémistes musulmans a fait irruption sur le chantier avec des pelles mécaniques, démolissant la construction en cours. Les fidèles du cru ont déposé plainte devant les autorités de police. Comme cela a été indiqué à Fides par l'ONG Sharing Life Ministries Pakistan, les coupables de l'abus n'ont pas été arrêtés notamment grâce aux appuis politiques dont ils disposent. Les chrétiens du quartier qui ont demandé la protection des autorités civiles ont en revanche reçu des menaces afin qu'ils renoncent au projet de construction de l'église. Un autre signal d'alarme, soumis à l'attention de Fides par la communauté chrétienne de la capitale, Islamabad, concerne en revanche les bidonvilles et les quartiers pauvres de la capitale (slums), zones où vivent dans des ghettos appelées colonies, les minorités chrétiennes, pauvres et marginalisées. Ces colonies sont habitées par des personnes souvent venues dans les villes en provenance de zones rurales dans l'espoir de trouver un travail. Il s'agit de quartiers dans lesquels manquent les plus élémentaires conditions d'hygiène, telles que l'eau et les égouts. Au cours de ces derniers jours, un juge de la Haute Cour d'Islamabad a ordonné à l'Autorité pour le Développement de la Capitale de démolir l'ensemble de ces quartiers en ce qu'ils ont été construits illégalement. Les colonies concernées par la mesure sont au moins au nombre de dix, dans différentes zones périphériques de la capitale. Un fonctionnaire de la commune a estimé qu'environ 5.000 familles chrétiennes résidant dans ces quartiers seront privées de logement. Les responsables chrétiens demandent à la municipalité de penser à une solution pour les familles en question sachant qu'elles se trouvent dans cette ville depuis désormais des années et ce afin d'améliorer la situation sociale et économique des personnes appartenant aux minorités au sein de la ville. (PA) (Agence Fides 11/03/2014)